

Zeitschrift: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte
Band: 19 (2003)

Artikel: Croissance économique et mondialisation : le cas de la Suisse (1870-1914)
Autor: David, Thomas
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-871946>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Thomas David

Croissance économique et mondialisation

Le cas de la Suisse (1870–1914)¹

Cet article a pour point de départ deux constatations. D’une part, à la veille de la Première Guerre mondiale, l’économie suisse est fortement intégrée dans l’économie internationale en comparaison avec les autres pays développés. À bien des égards, son degré d’ouverture en 1913 est comparable à celui de la période contemporaine, preuve que la mondialisation n’est de loin pas un phénomène nouveau.² D’autre part, la Confédération helvétique traverse, entre 1870 et 1914, une phase de développement très soutenu. Au moment où éclate le premier conflit mondial, elle est sans doute l’une des nations les plus prospères au monde.³

Dans le cadre de cette contribution, nous nous sommes demandé s’il existait un lien entre l’intégration de la Suisse à l’économie internationale et sa forte croissance. Jusqu’à présent, les chercheurs se sont presque exclusivement intéressés au rôle des exportations de produits manufacturés dans le développement économique. La thèse traditionnelle, avancée pendant longtemps par les historiens, a souligné l’importance macroéconomique décisive de l’industrie d’exportation en Suisse durant le XIX^e siècle. Cette thèse a été remise en question au début des années 1990 par un chercheur, Michael Bernegger, qui a affirmé que, jusqu’aux années 1885, la croissance a été tirée non pas par les secteurs d’exportation, mais par les branches produisant pour les marchés locaux et régionaux. Cette focalisation sur les exportations de produits manufacturés a conduit les historiens à négliger les autres dimensions de l’intégration internationale de l’économie suisse. En effet, et ce sera là le thème central de cette contribution, pour comprendre les interactions entre internationalisation et croissance de l’économie helvétique, il convient d’élargir la problématique, en ne se limitant pas aux exportations de marchandises, mais en incluant également les importations de biens, ainsi que les mouvements de capitaux et les migrations humaines, qui ont joué un rôle non négligeable dans le développement soutenu de l’économie suisse entre 1870 et

1914.⁴ C'est uniquement en prenant en compte ces paramètres que l'on peut saisir l'impact de l'intégration de la Suisse dans l'économie internationale. Cet article se compose de trois parties. La première s'attache à mettre en évidence le degré d'internationalisation de l'économie suisse à la veille de la Première Guerre mondiale et la nature de la croissance économique helvétique entre 1870 et 1914. A chaque fois, nous privilégierons la dimension comparative afin de placer le cas de la Suisse dans une perspective plus générale. Dans la deuxième partie, nous mettons en évidence l'impact non négligeable que les importations (de céréales) et les mouvements migratoires (émigration et immigration; tourisme) ont eu sur l'économie suisse. L'approche quantitative et macroéconomique que nous avons adoptée dans cette section ne suffit pourtant pas à comprendre la nature des liens entre mondialisation et croissance. La troisième partie complète et nuance cette analyse en mettant en évidence l'importance des structures internes et des politiques publiques. La Suisse parvient en effet à tirer profit de son internationalisation car elle dispose d'institutions qui lui ont permis de participer à la mondialisation et d'en bénéficier.⁵ En outre, paradoxalement, elle a tiré avantage de la globalisation car elle a su s'en protéger: des mesures de «protectionnisme sélectif» (politique douanière; nationalisation des ressources naturelles; dépenses sociales) ont été mises en place afin d'atténuer les insécurités liées à l'intégration de l'économie suisse et de venir en aide à des secteurs d'activité qui ne sont pas (encore) en mesure d'affronter la concurrence internationale.

Croissance et mondialisation: les faits

Le miracle helvétique

Entre 1870 et 1910, la Suisse connaît, après l'Argentine, la croissance économique la plus rapide des pays développés (cf. tab. 1). Il convient de relever que si la croissance relative de la Suisse est très marquée entre 1870 et 1891, elle continue à être soutenue durant les deux décennies suivantes.

Ces chiffres reflètent-ils la réalité? Le développement économique de la Suisse a-t-il été aussi rapide? Un premier élément de réponse est apporté par Douglass Irwin, qui a récemment montré que les pays qui connaissent la plus forte croissance durant le dernier tiers du XIX^e siècle sont ceux qui voient la part de leur population active employée dans le secteur primaire décliner le plus rapidement. Or, dans une perspective internationale, la Suisse est le pays qui, après l'Argentine, connaît la plus forte diminution de sa population agricole et la plus forte croissance économique entre 1870 et 1914.⁶ Cette constatation n'est guère étonnante. Kuznets soulignait déjà il y a plus de 30 ans que la productivité est plus faible

Tab. 1: *Taux de croissance du PIB par habitant dans les pays développés, 1870–1913*

Pays	Croissance (en %)		
	1870–1913	1870–1891	1891–1913
Argentine	2,5	2,5	2,5
Australie	0,9	1,3	0,4
Belgique	1,0	1,1	1,0
Canada	2,2	1,6	2,8
Danemark	1,6	1,2	2,0
Finlande	1,4	0,8	2,1
France	1,5	1,2	1,6
Allemagne	1,6	1,3	1,9
Italie	1,3	0,5	2,0
Japon	1,4	1,0	1,7
Pays-Bas	0,9	1,0	0,9
Norvège	1,3	1,0	1,6
Suède	2,0	1,3	2,6
Suisse	2,2	2,4	2,0
Royaume-Uni	1,0	1,1	1,0
Etats-Unis	1,8	1,7	1,9

Sources: Maddison, Angus, *Monitoring the World Economy, 1820–1992*, Paris 1995, sauf Suède (Krantz, Olle, *Swedish historical national accounts 1800–1993. Aggregated output series*, Umea University 1995, mimeo) et Suisse (1870–1891): base de données David et Ritzmann-Blickenstorfer; 1891–1913: David et Ritzmann-Blickenstorfer, «Le Produit Intérieur Brut» (cf. note 3).

dans l'agriculture que dans l'industrie ou les services et donc que la croissance économique s'accompagne d'un changement dans l'allocation de la main-d'œuvre, caractérisé par la baisse de la part de la population active dans l'agriculture et une augmentation de la part employée dans les deuxième et troisième secteurs.⁷

D'autres indicateurs confirment les bonnes performances de l'économie helvétique durant le dernier tiers du XIX^e siècle. Mais avant d'aborder ce point, il nous semble important de décrire brièvement nos données.

Pour la période 1891–1913, les données proviennent de la nouvelle estimation du PIB que nous avons calculée avec Heiner Ritzmann-Blickenstorfer.⁸ Cette nouvelle série diffère sensiblement de l'estimation de Ritzmann-Blickenstorfer publiée en 1996.⁹ Notre estimation est supérieure de 11% en 1891 et en 1899. A partir de cette date, on constate un accroissement des différences entre les deux séries: en 1902, l'ancienne estimation est inférieure de 16% à la nouvelle; en 1910

de 17%, et en 1913 l'écart atteint 19%. La croissance est donc plus soutenue dans la nouvelle que dans l'ancienne estimation.

Ces différences s'expliquent en grande partie par la sous-évaluation du secteur industriel dans la première estimation. Cette dernière a dû en effet être révisée dans la mesure où deux sous-branches importantes – les activités artisanales de l'industrie métallurgique et de la construction – n'ont pas été comprises dans la valeur ajoutée absolue du secteur secondaire. Or, l'omission du secteur artisanal dans l'industrie métallurgique et de la construction est particulièrement importante.

En outre, à partir de 1891, la nouvelle estimation inclut un plus grand nombre de branches et sous-branches que l'ancienne. La valeur ajoutée industrielle dans l'estimation de 1996 a en effet été calculée à partir d'un indicateur qui négligeait l'évolution dans diverses branches comme l'industrie chimique, l'industrie de la paille ou la fabrication de chocolat.

Il est malheureusement difficile d'entrer plus en détail dans les différences méthodologiques entre les deux séries pour la raison suivante: la valeur ajoutée dans le secteur secondaire avait en grande partie été estimée par Projer (1989) qui s'était beaucoup appuyé sur les indices calculés par Bernegger (1983). Or, ce dernier n'a jamais fourni de documentation sur sa manière de procéder.

Pour les années 1870–1890, nous avons modifié la série publiée en 1996 dans la Statistique historique de la Suisse, en l'adaptant à notre nouvelle estimation.¹⁰ C'est donc pour cette période que nos données sont les plus sujettes à caution. Or, ces dernières indiquent que le développement économique de la Suisse est très rapide (cf. tab. 1). Toutefois, d'autres indicateurs conduisent à penser que la Suisse connaît effectivement une très forte croissance non seulement sur l'ensemble de la période (1870–1913), mais également pendant les années 1870–1890.

Premièrement, les salaires réels helvétiques augmentent très sensiblement durant ces deux périodes si on les compare à ceux des autres pays développés (cf. tab. 2). Nous verrons plus loin les origines de cette évolution salariale en Suisse. Or, les salaires réels, et c'est là le point qui nous intéresse plus particulièrement, permettent pour le XIX^e siècle de se faire une idée de l'évolution des conditions matérielles de la majorité de la population.¹¹ Le tableau 2 semble indiquer que, en particulier entre 1870 et 1891, les conditions de vie en Suisse se sont sensiblement améliorées.

Deuxièmement, l'évolution des bilans des établissements financiers, compilés par Goldsmith, confirme le dynamisme de l'économie helvétique (cf. tab. 3). Entre 1860 et 1913, il apparaît que la Suisse connaît la plus forte croissance des institutions financières des pays développés. En outre, durant cette période, le poids relatif des institutions financières dans l'économie nationale est également plus

Tab. 2: Croissance annuelle des salaires réels dans les pays développés, 1870–1910

Pays	Croissance annuelle (en %)		
	1870–1913	1870–1891	1891–1910
Argentine	1,1	1,4	0,8
Australie	0,2	0,6	-0,3
Etats-Unis	1,0	1,0	1,0
Belgique	1,0	1,5	0,4
France	0,8	1,1	0,6
Espagne	0,0	-0,2	0,2
Portugal	0,7	1,4	-0,1
Royaume-Uni	0,9	1,6	0,1
Irlande	1,6	2,4	0,7
Suède	3,2	3,6	2,9
Italie	1,7	1,6	1,9
Allemagne	1,0	1,1	0,9
Suisse	2,0	2,7	1,3

Source: Williamson, Jeffrey G., «The evolution of global labor markets since 1830: background evidence and hypotheses», *Explorations in Economic History* 32 (1995), Table A1.1, sauf Suisse: 1870–1890: Ritzmann-Blickenstorfer, *Statistique* (cf. note 9), p. 444. Il s'agit de l'indice des salaires pour la construction. 1890–1914: Ritzmann-Blickenstorfer, *Statistique* (cf. note 9), p. 448. Il s'agit des salaires hebdomadaires en termes nominaux dans le bois et la construction. Indice des prix 1890–1914: Ritzmann-Blickenstorfer, *Statistique* (cf. note 9), p. 448.

A l'instar de Williamson, nous avons pris en considération les salaires des ouvriers non qualifiés.

élevé en Suisse. Les banques (cantonales et grandes banques) et, dans une moindre mesure, les assurances ont contribué à cette financiarisation de l'économie suisse.¹² Cette croissance a été particulièrement marquée entre 1860 et 1880, ainsi que le confirme une étude récente: «Parallel zum Aufschwung des schweizerischen Bankensystems entstanden zwischen 1857 und 1885 zahlreiche private Versicherungsgesellschaften, die von Beginn weg eine internationale Orientierung verfolgten.»¹³ Cette évolution est importante car les recherches les plus récentes sur la croissance économique ont souligné l'importance des institutions financières dans le développement.¹⁴

En 1850, Georg Friedrich Kolb écrivait que le développement industriel helvétique est «le plus insolite, le plus surprenant et absolument miraculeux qui fût dans l'ordre économique des nations».¹⁵ Il semble que le miracle se reproduise durant les quatre décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale.

Tab. 3: *Evolution et croissance annuelle du bilan des institutions financières dans un certain nombre de pays, 1860–1913*

Pays	Evolution (en % du PIB)			Croissance annuelle (en %)	
	1860	1880	1913	1860–1913	1860–1880
Allemagne	40	73	158	2,6	3,1
France	19	50	104	3,3	5,0
Royaume-Uni	57	95	103	1,1	2,6
Suisse	44	113	238	3,3	5,1
Etats-Unis	28	49	91	2,2	2,8

Note: PIB de 1860: estimation du PIB de 1860 tiré de Ritzmann-Blickentsorfer, *Statistique* (cf. note 9), p. 866 à laquelle nous avons ajouté 5% (5% représente la différence entre l'ancienne et la nouvelle estimation pour les années 1865–1875).

Source: Goldsmith, R. W., *Financial structure and development*, New Haven 1969, p. 209, sauf Suisse: bilan: Goldsmith, tab. D30 et PIB: 1860 et 1880: base de données David et Ritzmann-Blickentstorfer; 1913: David et Ritzmann-Blickentstorfer, «Le Produit Intérieur Brut» (cf. note 3).

La forte internationalisation de l'économie helvétique à la veille de la Première Guerre mondiale

La mondialisation caractérise une situation où l'économie mondiale est relativement – par rapport aux autres périodes – intégrée. Cette intégration concerne aussi bien la circulation des marchandises que celle des capitaux ou des hommes. Durant la seconde moitié du XIXe siècle, la globalisation s'est considérablement accélérée du fait, entre autres, de la forte baisse des prix des transports: à la veille de la Première Guerre mondiale, elle est, à bien des égards, similaire de par son ampleur à la situation contemporaine.¹⁶

En 1913, l'économie helvétique est sans doute celle qui, parmi les pays développés, présente le plus grand degré d'extraversion (cf. tab. 4). En matière d'exportations par habitant, la Suisse arrive ainsi en troisième position derrière la Belgique et les Pays-Bas. Certains ont souligné que ce classement mettait en évidence une perte de compétitivité des branches exportatrices helvétiques, la Suisse arrivant, jusque dans les années 1880, largement en tête.¹⁷ Ce constat doit cependant être nuancé pour trois raisons. Premièrement, les exportations suisses par habitant sont en 1910 2,4 fois supérieures à celles de l'Europe (sans la Russie). Deuxièmement, les biens industriels dominent largement la structure par produits puisqu'ils représentent en 1910 près de 90% des exportations helvétiques.¹⁸ Or, si l'on se réfère à

Tab. 4: *Degré d'insertion de la Suisse dans l'économie internationale à la veille de la Première Guerre mondiale*

Pays	Exportations par habitant 1910 (\$ courants)	Stock brut d'investissements directs par habitant 1913 (\$ courants)	Proportion de la popu- lation résidente de natio- nalité étrangère 1910 (%)
Belgique	85		3,4
Canada	34	19	
Danemark	45		2,9
France	29	230	2,9
Allemagne	27	70	1,9
Italie	13		0,2
Japon	6	4	
Pays-Bas	67	320	1,0
Suède	28	180	0,4
Suisse	60	700	14,7
Royaume-Uni	48	440	2,1
Etats-Unis	19	40	

Sources: Exportations par habitant: Bairoch, «La Suisse» (cf. note 17), p. 106, sauf Pays-Bas et Italie: Maddison, Angus, *Monitoring the World Economy, 1820–1992*, Paris 1995, tab., p. 104 sq. et 234. Pour ces deux pays, les données se réfèrent à 1913.

Stock brut d'investissements directs par habitant: Bairoch, «La Suisse» (cf. note 17), p. 115, sauf Dunning, J. H., *Explaining international production*, London 1988, table 3.3. pour le Canada et le Japon (pour la population de ces deux pays: Maddison, p. 104–106).

Population étrangère: Bairoch, «La Suisse» (cf. note 17), p. 119.

l'indice d'avantage comparatif pour les produits manufacturés, indice qui reflète la compétitivité des industries suisses sur le marché mondial, il apparaît que la Suisse arrive en tête à la veille de la Première Guerre mondiale. En outre, une classification plus fine montre que la Suisse est parvenue à maintenir une position concurrentielle dans les branches de la Première Révolution industrielle (textile; horlogerie), mais a réussi également à émerger dans les industries de la Seconde Révolution industrielle (chimie; industrie des machines; industrie électrique).¹⁹

Enfin, la diminution relative des exportations helvétiques s'explique également par la forte accélération de l'implantation des entreprises suisses à l'étranger durant le dernier quart du XIXe siècle. A la veille de la Première Guerre mondiale, le stock brut d'investissements directs par habitant est beaucoup plus important

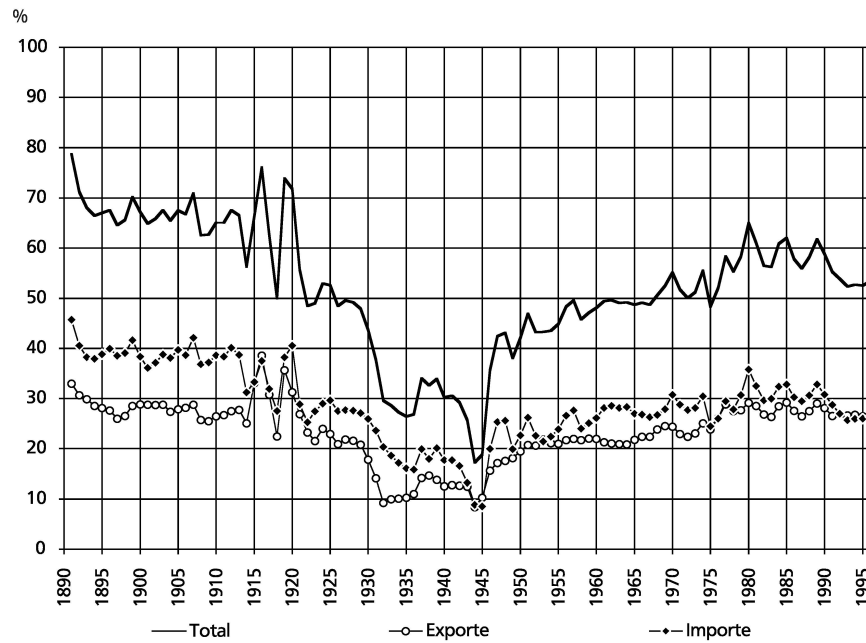
en Suisse que dans les autres pays européens (cf. tab. 4). Les entreprises helvétiques commencent en effet à délocaliser leur production à partir des années 1870, mouvement qui s'accélère entre 1890 et 1900, puis à nouveau à partir de 1910. Les politiques économiques des pays hôtes (politiques douanière, des brevets, monétaire, de préférence nationale et fiscale), le désir de trouver et d'assurer de nouveaux débouchés, et enfin la volonté de diminuer les coûts (de la main-d'œuvre, des matières premières ou des transports) constituent les principales raisons de cette internationalisation de la production manufacturière helvétique.²⁰ Or, cette multinationalisation a eu une influence non négligeable sur les exportations, en particulier de textiles, qui ont connu un fléchissement marqué à partir des années 1880.²¹

Durant la seconde moitié du XIXe siècle, les flux financiers internationaux ne se limitent pas seulement aux investissements directs à l'étranger. Ils concernent également les emprunts étrangers, publics notamment, émis sur les grands marchés financiers (Londres, Berlin, Paris) et ce que Mira Wilkins a proposé d'appeler les *free standing companies*, créées dans le pays dans lequel elles émettent leurs titres, mais opérant en pays étranger. Malheureusement, pour la Suisse, ces flux sont très difficiles à saisir car, avant 1983, il n'existe pas de statistiques complètes de la balance des paiements en Suisse. Toutefois, les spécialistes de l'histoire financière soulignent l'internationalisation des activités bancaires helvétiques avant la Première Guerre mondiale. La place financière suisse est devenue une plaque tournante: les capitaux qui affluent depuis l'étranger, attirés par les conditions politiques et fiscales helvétiques, sont ensuite souvent placés, par l'intermédiaire des banques, à l'étranger où la rentabilité est meilleure.²²

Enfin, la seconde moitié du XIXe siècle est marquée par l'internationalisation des marchés du travail.²³ La Suisse participe également à cette mondialisation. La croissance économique soutenue de la seconde moitié du XIXe siècle nécessite en effet une main-d'œuvre en nombre croissant. C'est pourquoi, à partir des années 1880, les entreprises helvétiques vont avoir de plus en plus recours à l'immigration. En 1910, il y a plus d'un demi-million d'étrangers en Suisse, ce qui représente plus de 14% de la population, chiffre considérable en regard des autres pays européens (cf. tab. 4). Même si l'on ne tient compte que des étrangers qui ne sont pas nés en Suisse, ce chiffre représente encore 9,5% en 1910.

A la veille de la Première Guerre mondiale, l'économie helvétique apparaît, par rapport aux autres nations développées, comme fortement internationalisée. Il en va de même si l'on adopte une perspective longue. A bien des égards, la mondialisation de l'économie suisse est comparable, en 1913, à la période contemporaine. Ainsi, la part des échanges extérieurs dans le PIB est plus importante en 1913 qu'en 1996 (cf. fig. 1).²⁴

Fig. 1: *Part du commerce extérieur dans le PIB, 1891–1996*



Source: PIB: 1891–1965: David et Ritzmann-Blickenstorfer, «Le Produit Intérieur Brut» (cf. note 3); 1965–1996: Ritzmann-Blickentsorfer, *Statistique* (cf. note 9) et *Annuaire statistique de la Suisse*, diverses livraisons.

Exportations et importations: Ritzmann-Blickentsorfer, *Statistique* (cf. note 9) et *Annuaire statistique de la Suisse*, diverses livraisons.

La mondialisation contemporaine est également marquée par l'accélération des flux financiers. Or, en ce domaine, il n'y a pas de grande différence entre le début et la fin du XXe siècle. Ainsi, les avoirs externes nets de la Suisse (soit les stocks de capitaux suisses à l'étranger moins les stocks de capitaux étrangers en Suisse) représentent, selon les estimations, entre 1,05 et 1,25 fois le PIB suisse en 1913.²⁵ En 1998, les avoirs externes nets de la Suisse représentent 1,25 fois son PIB.²⁶

Mondialisation et croissance: les interactions

Existe-t-il un lien entre la croissance rapide de l'économie helvétique et l'intégration de cette dernière dans l'économie internationale? Cette question, d'une grande actualité, n'a guère préoccupé les historiens. Les rares qui se sont intéressés à cette question se sont essentiellement centrés sur le rôle des exportations industrielles dans le développement économique de la Confédération helvétique.

Le «non-débat» sur le rôle des industries d'exportation dans la croissance helvétique au XIXe siècle²⁷

Sur ce thème, il existe deux thèses distinctes. La thèse «traditionnelle», avancée pendant longtemps par les historiens, souligne l'importance macroéconomique décisive de l'industrie d'exportation en Suisse durant le XIXe siècle. Hansjörg Siegenthaler est représentatif de cette perspective puisque, sans sous-estimer les forces d'impulsion internes (surtout l'avènement des chemins de fer), il met en avant l'impact des forces externes sur la croissance économique au XIXe siècle: «Textilindustrie und Uhrenindustrie beherrschten durch ihren Aussenbeitrag den Wachstumsrhythmus der Gesamtnachfrage im frühen 19. Jh. und beeinflussten ihn immer noch erheblich nach 1850.»²⁸

Au début des années 1990, ce primat de l'industrie d'exportation dans le développement économique suisse a été remis en question par Michael Bernegger. Selon cet historien, ce n'est qu'à partir de 1885 que l'économie helvétique commence à être influencée par l'essor de quelques secteurs clés tournés vers les marchés extérieurs (textiles, en particulier broderie et soierie, montres, machines, lait condensé et chocolat). Avant cette date, la croissance a été tirée par la modernisation et les fortes hausses de productivité dans l'agriculture et les métiers, c'est-à-dire par le secteur interne produisant pour les marchés locaux et régionaux.²⁹

Dans le cadre de cette contribution, nous n'allons pas intervenir dans ce «non-débat». Notre problématique est en effet différente. Nous pensons que, pour comprendre la croissance helvétique, il ne faut pas se focaliser uniquement sur le rôle des exportations et qu'il convient d'intégrer à la réflexion l'influence des importations, ainsi que des mouvements de capitaux et des migrations humaines.

Importations et croissance économique en Suisse

L'arrivée en Europe des céréales de Russie et du Continent américain constitue sans aucun doute l'une des principales caractéristiques de la mondialisation de la seconde moitié du XIXe siècle. Par exemple, les exportations annuelles de blé

Tab. 5: *Evolution du prix du froment et des produits animaliers durant la seconde moitié du XIXe siècle (moyennes quinquennales, 1914 = 100)*

Période	Froment	Produits animaliers
1858–1862	113	56
1868–1872	123	69
1878–1882	118	75
1888–1892	86	75
1898–1902	78	78

Source: Siegenthaler (cf. note 28), p. 462.

américain dans le monde passent de 9 millions de quintaux en 1866–1870 à 54 millions de quintaux pour la période 1896–1900. La Russie d'Europe voit ses exportations de blé passer de 2,3 millions de tonnes en 1860 à 12,6 millions de tonnes 50 ans plus tard. En outre, à partir des années 1890, d'autres pays d'outre-mer, comme le Canada, l'Australie ou l'Argentine, deviennent de sérieux concurrents sur le marché mondial des céréales³⁰.

La structure géographique des importations en Suisse à la veille de la Première Guerre mondiale reflète parfaitement cette mondialisation du marché des céréales. Ainsi, en 1911–1914, les principaux exportateurs de froment vers la Suisse (en pour cent du volume total des importations de froment en Suisse) sont, dans l'ordre décroissant: la Russie avec 32,7%, les Etats-Unis (20,3%), la Roumanie (16,4%) et le Canada (12,6%).³¹ Cet élément prend toute son importance lorsque l'on sait qu'à la veille de la Première Guerre mondiale la Suisse est le pays développé où le taux d'autosuffisance céréalière est le plus bas: seul 22% de la consommation intérieure est couvert par la production suisse, alors que ce taux est de 83% en Allemagne et de 88% en France.³²

Cet afflux de céréales a été en grande partie rendu possible par la révolution des transports au cours du XIXe siècle. Le développement de la navigation à vapeur et la construction des chemins de fer ont en effet entraîné une forte diminution des prix de transport, comme l'illustre l'évolution du prix de vente à Genève d'un quintal de blé d'Odessa durant la seconde moitié du XIXe siècle. En 1853, les transports (Odessa–Marseille et Marseille–Genève) représentent plus de 50% du prix de vente du blé à Genève. En 1899, cette proportion n'est plus que de 15%.³³ Cette globalisation des échanges, favorisée par la baisse du prix des transports, va entraîner à son tour une forte, quoique inégale, baisse du prix des céréales en

Tab. 6: *Part de la production végétale et de la production animale dans la valeur ajoutée agricole de la Suisse, 1860–1913*

Année	Production végétale (en %)		Production animale (en %)
	Céréales	Autres	
1860	17,2	31,3	51,5
1870	15,2	31,0	53,8
1880	10,5	27,9	61,8
1890	5,4	24,2	70,4
1900	3,3	25,8	71,0
1910	2,4	14,0	83,7

Note: La nouvelle série de la valeur ajoutée de l'agriculture modifie la valeur totale, mais pas la répartition entre les branches. C'est la raison pour laquelle nous utilisons la répartition de l'ancienne estimation pour les années 1860–1910.

Il s'agit de la valeur ajoutée agricole, non compris la sylviculture.

Production animale: production laitière et de viande.

Source: Ritzmann-Blickenstorfer, *Statistique* (cf. note 9), p. 554–555.

Europe.³⁴ La Suisse n'échappe pas à cette tendance, comme le montre l'évolution du prix du froment (cf. tab. 5, p. 155).

Cette baisse du prix des céréales va avoir deux conséquences pour l'économie suisse: la reconversion des agriculteurs vers l'élevage et le transfert de main-d'œuvre vers l'industrie et les services.

La baisse du prix des céréales incite un nombre croissant d'agriculteurs suisses à se consacrer à la production laitière (lait et fromage) et à l'élevage de bétail. Cela se traduit par une diminution constante durant la seconde moitié du XIXe siècle de la part de la production de céréales dans la valeur ajoutée de l'agriculture au profit de la production animale (cf. tab. 6).

Cette reconversion est facilitée par l'évolution des prix des produits laitiers et animaliers en Suisse qui, contrairement aux prix céréaliers, augmentent durant la seconde moitié du XIXe siècle (cf. tab. 5). Deux facteurs ont contribué à cette hausse. Premièrement, la demande est en constante augmentation durant cette période. Elle émane principalement des centres urbains, mais également des marchés étrangers. Les exportations de fromage et de lait condensé ne cessent en effet de croître durant la seconde moitié du XIXe siècle. Deuxièmement, la concurrence étrangère est beaucoup moins forte: pour des raisons de conservation, le lait et la viande ne peuvent guère être transportés sur de grandes distances.³⁵ En outre,

Tab. 7: *Evolution de la productivité de l'économie suisse, 1850–1910*
(en francs de 1927/29)

Année	Agriculture	Industrie	Service	Total
1850	83,7	106,0	314,5	114,4
1880	157,8	208,4	463,5	227,2
1900	254,3	357,6	475,6	350,2

Note: Pour les estimations de 1850, nous avons pris les pourcentages des trois secteurs dans le PIB en francs courants (voir Ritzmann-Blickenstorfer, *Statistique* [cf. note 9], p. 867) que nous avons appliqués à notre estimation du PIB en francs constants de 1851 afin d'obtenir la valeur ajoutée des trois secteurs en francs constants.

Source: Population active: 1850 et 1880/82: Ritzmann-Blickenstorfer, *Statistique* (cf. note 9), p. 396. Il s'agit des estimations de Kneschaurek. 1900: base de données David et Ritzmann-Blickenstorfer. PIB: 1851 et 1881: base de données David et Ritzmann-Blickenstorfer. 1900: David et Ritzmann-Blickenstorfer, «Le Produit Intérieur Brut» (cf. note 3).

sous la pression des intérêts agricoles, l'Etat introduit à partir des années 1880 des subventions et instaure une politique douanière destinée à protéger les producteurs animaliers de la concurrence étrangère.³⁶

Cette reconversion va avoir à son tour des effets d'entraînement sur l'économie suisse. En se spécialisant dans des branches où la demande est plus forte, la paysannerie voit ses revenus augmenter. Cette évolution stimule à son tour la demande de produits manufacturés. La mécanisation de l'agriculture profite ainsi à l'industrie des machines. De plus, des synergies se mettent en place entre le secteur agricole et l'industrie alimentaire.³⁷

La seconde moitié du XIXe siècle voit également, en partie du fait de la baisse du prix des céréales, un transfert massif de la population de l'agriculture vers l'industrie et les services. L'élevage est en effet une branche moins intensive en main-d'œuvre que la céréaliculture. En outre, ce transfert ne porte pas préjudice à l'approvisionnement de la population dans la mesure où la Suisse, en ce qui concerne les céréales, se tourne de plus en plus vers l'étranger.³⁸

Cette évolution a d'importantes répercussions sur l'économie suisse car il existe de profondes divergences de productivité entre les secteurs (cf. tab. 7). La mondialisation des marchés céréaliers a ainsi permis la modernisation de l'économie suisse, les importations de blé ayant favorisé le changement dans l'allocation de la main-d'œuvre d'un secteur à faible productivité vers deux autres secteurs à plus forte productivité.

Nous rejoignons ainsi les conclusions récentes de Peter Kugler et Urs Müller. Dans leur étude sur l'importance du commerce extérieur pour l'évolution de la croissance suisse entre 1960 et 1990, ces deux économistes ont constaté que l'impact des importations est plus important pour le taux de croissance général de l'économie que l'effet produit par les exportations.³⁹

Le rôle des migrations humaines

Cette mondialisation ne concerne pas uniquement les marchandises. Les années 1870–1914 sont également marquées par une mondialisation des mouvements migratoires de main-d'œuvre. Durant cette période, plus de 10 millions d'Européens franchissent et refranchissent l'Atlantique, parfois à plusieurs reprises. En outre, les migrations intra-européennes sont loin d'être négligeables. Ce mouvement s'interrompra en 1914 et ne reprendra de l'ampleur qu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale.⁴⁰

Or, les études récentes ont montré que ces flux de migrants ont eu, pour certains pays, un impact économique considérable. Ce sont les migrations humaines, et non les mouvements de marchandises ou de capitaux, qui ont constitué le principal facteur à l'origine de la convergence économique que l'on constate de part et d'autre de l'Atlantique: "Thus, mass migration was a force tending to create economic convergence among the participating countries, living standards in the poor emigrant countries being pushed up closer to living standards in rich immigrant countries."⁴¹ Comme on peut le constater dans le tableau 8, les pays européens qui ont eu le plus fort taux d'émigration – l'Irlande, l'Italie et la Suède – connaissent une plus forte augmentation de leurs salaires réels que les pays qui restent à l'écart de ces mouvements migratoires (France, Espagne, Portugal).⁴² Dans le même temps, les nations d'immigration (Etats-Unis, Australie), du fait de l'afflux d'une main-d'œuvre souvent peu qualifiée, voient leurs salaires réels modérément progresser.

Qu'en est-il de la Suisse? A première vue – et il convient de souligner l'approximation des données concernant la Suisse pour les taux de migration parce qu'elles ne prennent en compte que les mouvements migratoires vers l'outre-mer et qu'il n'a pas été possible, faute de statistiques, d'intégrer les immigrants et les migrants qui reviennent en Suisse –, ce pays connaît une croissance salariale relativement élevée, alors même qu'elle ne participe que modérément aux mouvements migratoires (cf. tab. 8). Bernegger invoque d'ailleurs la construction des chemins de fer, qui «assèche» le marché du travail, ainsi que la loi sur les fabriques de 1877, et non les mouvements migratoires, pour rendre compte de cette hausse salariale.⁴³

Toutefois, l'évolution des salaires en Suisse n'a pas été constante. On peut en

Tab. 8: *Taux de migration net ajusté et croissance annuelle des salaires réels durant la seconde moitié du XIXe siècle*

Pays	Migration 1870–1910 (en ‰)	Salaires 1870–1914 (en %)
Argentine	11,7	1,1
Australie	6,6	0,2
Belgique	1,7	1,0
France	-0,1	0,8
Allemagne	-0,7	1,0
Grande-Bretagne	-2,3	0,9
Irlande	-11,2	1,6
Italie	-9,3	1,7
Portugal	-1,1	0,7
Espagne	-1,2	0,0
Suède	-4,2	3,2
Etats-Unis	4,0	1,0
Suisse	-1,9	2,0

Note: - signifie émigration. Les taux d'émigration nets tiennent compte des retours.

Sources: Emigrations: O'Rourke; Williamson (cf. note 23), p. 155. Suisse: nos calculs d'après Ritzmann-Blickenstorfer, *Statistique* (cf. note 9), p. 365 pour les migrations, et Maddison (1995), p. 106, pour la population. Salaires: cf. tab. 2.

effet distinguer deux phases. L'une de forte hausse entre 1870 et 1890 (2,7% par année) et l'autre de croissance nettement moins marquée (1,3% par an) durant les deux décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale (cf. tab. 2, p. 149). Or, la première phase est caractérisée par une émigration extra-européenne non négligeable – Heiner Ritzmann a ainsi distingué un sommet entre 1880 et 1884, et des vagues de départ un peu moins importantes entre 1864 et 1873, ainsi qu'entre 1885 et 1893 –,⁴⁴ alors que les années 1890 voient le flux migratoire s'inverser, les immigrants étant plus nombreux que les émigrants.

On pourrait ainsi mettre en évidence deux moments bien distincts. Entre 1870 et 1890, les migrations auraient contribué à la très forte croissance salariale: le départ à l'étranger d'une population pauvre aurait quelque peu diminué l'offre sur le marché du travail et contribué à augmenter les salaires. Du même coup, la Suisse serait devenue un pays où les salaires sont élevés. Cette hausse des salaires aurait également dynamisé le marché intérieur. Après 1890, la situation change radicalement. L'arrivée massive de travailleurs étrangers, souvent non qualifiés,

Tab. 9: *Part du tourisme dans le PIB de la Suisse, 1850–1913*

Période	Part du tourisme (en %)
1865–1870	1,7
1871–1880	2,7
1881–1890	3,4
1891–1900	4,2
1901–1910	6,1
1911–1913	6,1

Source: 1865–1890: base de données David et Ritzmann-Blickenstorfer. 1891–1913: David et Ritzmann-Blickenstorfer, «Le Produit Intérieur Brut» (cf. note 3).

aurait eu pour résultat de limiter la hausse des salaires, comme dans les autres pays d’immigration.

Les deux décennies précédant la Première Guerre mondiale semblent présenter des points communs avec celle des années 1990. Dans une étude consacrée à l’impact de la mondialisation sur les inégalités sociales, deux économistes affirment que durant les années 1990 «les flux migratoires ont augmenté la part de main-d’œuvre peu qualifiée en Suisse, ce qui a amené une baisse des salaires perçus par les travailleurs peu qualifiés et une augmentation des disparités salariales».⁴⁵

Le tourisme

Les études ont jusqu’à présent surtout insisté sur les mouvements migratoires. Dans le cas de la Suisse, un autre élément mériterait d’être mis en évidence. Les années 1865–1914 sont celles qui voient l’essor d’une autre forme de migration, le tourisme, ainsi que l’illustre la part de cette branche dans le PIB de la Suisse (cf. tab. 9).

L’apport du tourisme ne se résume pas à sa contribution au PIB. Cette branche a également un effet d’entraînement sur d’autres secteurs de l’économie suisse. Ainsi, l’industrie touristique représente un débouché important pour les produits agricoles helvétiques.⁴⁶ De même, il contribue de manière non négligeable à l’essor du secteur de la construction: la part du tourisme dans les investissements dans la construction passe de 4,3% en 1880 à 8,3% en 1894 pour atteindre 11,9% en 1905 avant de redescendre à 6% en 1912. Enfin, le tourisme joue un rôle important pour l’économie suisse en étant une importante source de devises. L’excédent de la balance des services de tourisme a permis en effet de compenser en grande partie le déficit affiché par la balance des biens entre 1885 et 1913.⁴⁷

Le tourisme joue ainsi un rôle non négligeable dans la croissance économique, un auteur définissant même cette branche comme un secteur moteur durant la seconde moitié du XIXe siècle: «Der Fremdenverkehr gehört unzweifelhaft zu den über-
ragenden Wachstumsbranchen in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts und muss
als Leitsektor bezeichnet werden, umso mehr als über Kopplungseffekte verschie-
dene andere Wirtschaftszweige, insbesondere die Transportanstalten, die PTT, der
Handel, die Landwirtschaft sowie die Souvenirindustrie indirekt vom Wachstum
profitierten.»⁴⁸

Le rôle des facteurs intérieurs et des politiques de protectionnisme sélectif

Nous avons essayé de montrer de quelle manière l'intégration de la Suisse dans l'économie internationale pouvait en partie expliquer la forte croissance de ce pays entre 1870 et 1914. Toutefois, et nous insistons sur ce point, la mondialisation ne constitue pas la condition nécessaire et suffisante du développement économique, et ce pour deux raisons. D'une part, les structures et institutions intérieures ont permis à l'économie helvétique de tirer parti de la globalisation. Stanley Engerman, dans son étude sur le rôle du commerce extérieur durant la Révolution industrielle en Angleterre, souligne également l'importance de cette interaction: "[...] even if external factors play a critical role, it is necessary to consider the nature of the internal economy. Without the appropriate internal economic responses high ratios of external trade are unable to generate sustained economic growth, as the less-developed nations of the past and present have frequently demonstrated."⁴⁹ D'autre part, des mesures de dissociation sélective ont permis de limiter les retombées négatives de la mondialisation pour l'économie suisse. Ce sont ces deux points que nous aimerions brièvement aborder.

Le rôle des facteurs intérieurs

Le lien entre globalisation et croissance ne permet pas de comprendre le sens de la causalité. La majorité des auteurs postulent que l'intégration internationale stimule le développement économique. D'autres ont mis en avant une causalité inverse: la forte intégration internationale n'est pas tant la cause du dynamisme interne des pays que son reflet ou son résultat. Les structures internes de la production sont à l'origine de l'intégration économique du pays.⁵⁰

Pour la Suisse, nous aimerions souligner les interactions entre les deux niveaux: les facteurs intérieurs (accumulation du capital; formation de la main-d'œuvre; développement technologique) ont permis à la Suisse de profiter des conditions

créées par l'économie internationale qui ont renforcé à leur tour, en les modifiant parfois, ces facteurs. Deux exemples peuvent le démontrer.

Premièrement, l'agriculture helvétique a été en mesure de se convertir dans l'élevage, suite à la chute des prix mondiaux des céréales, car il existe des structures qui ont permis aux agriculteurs suisses de saisir ces opportunités. La création des banques cantonales durant la seconde moitié du XIXe siècle a ainsi répondu aux pressions des milieux paysans désirant avoir accès à des crédits bon marché pour financer leurs nouvelles activités.⁵¹

Deuxièmement, le tourisme en Suisse a connu une telle progression durant la seconde moitié du XIXe siècle car les capitaux et le savoir-faire (construction de trains à crémaillère) sont en mesure de répondre à la demande anglaise.⁵² La mise en place d'infrastructures touristiques va stimuler à son tour l'essor du tourisme.

La problématique de l'accumulation du capital (y compris humain) demeure centrale pour comprendre le processus de (non)-développement. Or, les forces qui influencent cette accumulation sont largement ancrées dans la sphère nationale. En dépit de la globalisation, les politiques économiques nationales et régionales demeurent donc décisives pour stimuler la croissance. Dans une étude récente, Francesco Rodriguez et Dani Rodrik mettent bien en évidence cet élément lorsqu'ils écrivent: "The effects of trade liberalization may be on balance beneficial on standard comparative-advantage grounds; the evidence provides no strong reason to dispute this. What we dispute is the view, increasingly common, that integration into the world economy is such a potent force for economic growth that it can effectively substitute for a development strategy."⁵³

Les mesures de protectionnisme sélectif⁵⁴

L'intégration internationale débouche sur une croissance soutenue dans la mesure où elle s'accompagne de mesures de protectionnisme sélectif, de compensations domestiques qui permettent de fortement limiter les insécurités économiques liées à la mondialisation.

Cet argument a été avancé par Ulrich Menzel dans son étude sur l'industrialisation de quatre «petits» pays, faiblement peuplés (Suisse, Suède, Danemark et Canada) au cours des XIXe et XXe siècles.⁵⁵ Parallèlement à leur intégration à l'économie mondiale, les gouvernements de ces nations ont pris des mesures protectionnistes, de dissociation par rapport au marché international, qui leur ont permis non seulement de développer leurs industries, mais également de favoriser une meilleure distribution, au sein de la population, des revenus tirés des activités exportatrices. Parmi ces mesures dissociatives, Menzel cite les politiques commerciales protectionnistes ou encore la nationalisation des ressources internes. L'introduction de ces éléments dissociatifs apparaît en particulier au cours

des crises économiques internationales car ils permettent d'atténuer les répercussions de ces dépressions sur l'économie nationale, en réduisant la dépendance par rapport aux fluctuations des marchés internationaux.

Katzenstein, dans son étude sur les petits pays européens durant l'après-guerre, a reformulé cette argumentation. Selon cet auteur, la stratégie économique particulière des petits Etats européens pour faire face à leur environnement extérieur se base sur trois éléments: libéralisation internationale, compensations internes et faculté d'adaptation aux fluctuations des marchés internationaux grâce aux structures néocorporatistes internes impliquant les principaux acteurs économiques et l'Etat. La conjonction de ces trois facteurs permet de comprendre la réussite économique de ces petits pays.⁵⁶

Aussi bien pour Menzel que pour Katzenstein, des mesures de protectionnisme sélectif permettent de restreindre l'impact de la mondialisation sur certains secteurs et de diffuser les bénéfices de l'ouverture internationale à l'ensemble des secteurs, favorisant ainsi la croissance. Or, au cours de la première phase de la mondialisation, il existe des mesures de dissociation sélective en Suisse.⁵⁷ Nous allons maintenant aborder ce thème avec l'exemple du protectionnisme douanier.⁵⁸

Jusqu'au début des années 1880, la Confédération mène une politique résolument libre-échangiste.⁵⁹ A partir de cette date, toutefois, la politique douanière suisse amorce un changement important. Du fait de la Grande Dépression et du nouveau protectionnisme européen, les autorités helvétiques font preuve, dans le cadre des nombreuses négociations sur les tarifs douaniers, d'une conversion progressive à une politique plus protectionniste («politique de combat») favorisant certains milieux industriels et paysans. Les branches suivantes seront ainsi plus particulièrement protégées: la grande industrie mécanisée qui désire se réserver le marché intérieur en pleine croissance du fait de l'augmentation du niveau de vie et du boom dans la construction; les branches qui, comme l'industrie du coton, de la laine, de la métallurgie, du papier, etc., éprouvent des difficultés à rester compétitives face à la concurrence étrangère; enfin, les éleveurs de bétail qui, confrontés au protectionnisme agricole européen, se tournent de plus en plus vers le marché intérieur.

Cette protection douanière mise en place à partir des années 1880 se caractérise par sa sélectivité: elle ne concerne qu'un nombre limité de branches. Cet élément apparaît clairement lorsque l'on compare la Suisse avec d'autres pays développés. Alors que le degré général de protection douanière est modéré en Suisse en 1913, pour certains produits agricoles (produits agricoles bruts, céréales et fibres textiles) et industriels (produits textiles; produits chimiques), il apparaît que la Suisse est l'un des pays les plus protectionnistes parmi les nations industrialisées.⁶⁰

Ce protectionnisme sélectif semble avoir eu des répercussions économiques positives sur la croissance des branches concernées, ainsi que le souligne Cédric Humair: «La philosophie du protectionnisme helvétique n'est en effet pas de maintenir des branches de production obsolètes en accordant des taux de protection prohibitifs. [...] Sa vocation première est en fait d'inciter les entreprises à investir pour se moderniser, ce qui soutient le <trend> de la mécanisation et de la capitalisation de l'industrie suisse. La marge de commercialisation accordée sur le marché intérieur permet en effet de rassurer les investisseurs quant à l'écoulement futur de leur production. Loin de constituer un oreiller de paresse entravant le développement industriel, le protectionnisme a probablement facilité une modernisation de l'industrie travaillant pour le marché intérieur [...].»⁶¹

L'exemple de la Suisse s'inscrit dans une problématique plus large. Paul Bairoch a été l'un des premiers à souligner que, durant le dernier tiers du XIXe siècle, les pays protectionnistes ont connu une croissance économique plus rapide que les pays libres-échangistes: "Grossly oversimplified this can be expressed in the following equations: protectionism = economic growth and expansion of trade; liberalism = stagnation in both."⁶² Cette analyse a été récemment confirmée par O'Rourke qui a montré, sur la base d'une étude économétrique prenant en compte dix pays, qu'il existe une corrélation positive entre tarifs douaniers et croissance pour la période 1875–1914.⁶³

Trois hypothèses sont avancées pour tenter de comprendre les liens entre protectionnisme et croissance.⁶⁴ Premièrement, il semble que, à cette époque, les tarifs tendent à réduire les prix relatifs des biens de production (par rapport aux biens de consommation, par exemple) et ainsi à encourager plutôt qu'à décourager les investissements réels. Deuxièmement, les droits de douane peuvent favoriser la croissance des «industries dans l'enfance ou naissantes» et leur permettre de trouver leur situation d'équilibre. Enfin, le protectionnisme industriel peut avoir un impact structurel en favorisant la réallocation de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité (agriculture) vers des secteurs à forte productivité (industrie).

Conclusion

La question des rapports entre mondialisation et croissance est d'une grande actualité et suscite des débats passionnés. L'une des thèses économiques les plus courantes établit en effet un lien direct entre ouverture au commerce et aux investissements internationaux et croissance rapide. Dans cette perspective, la globalisation aurait pour effet une convergence des revenus à l'échelle planétaire. Le dernier rapport de la Banque Mondiale souligne ainsi que la globalisation a per-

mis de réduire la pauvreté dans un grand nombre de pays: “Globalization generally reduces poverty because more integrated economies tend to grow faster and this growth is usually widely diffused.”⁶⁵

Certains économistes remettent cette thèse en question. Les faits ne corroborent pas un tel postulat. Les liens entre intégration économique et convergence des revenus ne sont ni univoques ni spontanés.⁶⁶ D’autres sont encore plus critiques et soulignent que la mondialisation ne profite qu’à une minorité et a tendance à accentuer les inégalités, à l’instar de Joseph E. Stiglitz, Prix Nobel d’économie en 2001 et ancien vice-président et économiste en chef de la Banque Mondiale, qui écrit récemment: «[...] à beaucoup d’habitants du monde en développement, la mondialisation n’a pas apporté les bienfaits promis. L’écart entre les riches et les pauvres s’élargit, et il condamne toujours plus d’habitants du tiers monde au pire dénuement, avec moins d’un dollar par jour pour vivre.» Cette augmentation des inégalités est à chercher selon cet auteur, dans l’attitude des pays développés: «[...] l’Occident a organisé la mise en place de la mondialisation de façon à recevoir une part disproportionnée de ses bénéfices, aux dépens du monde en développement.»⁶⁷

A première vue, l’exemple de la Suisse semble confirmer les conclusions de la Banque Mondiale. En effet, entre 1870 et 1914, la Confédération helvétique est fortement intégrée à l’économie internationale et connaît une croissance soutenue. Nous avons vu qu’il existe un lien entre ces deux phénomènes. Toutefois, au contraire de l’historiographie traditionnelle, nous ne nous sommes pas intéressé au rôle des exportations de produits manufacturés dans le développement économique de la Suisse. Nous avons voulu élargir la problématique en intégrant à notre réflexion l’influence des importations et celle des mouvements migratoires.⁶⁸

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, les importations croissantes de céréales d’Amérique et de Russie ont poussé (par choix ou par nécessité) les paysans helvétiques à se convertir à de nouvelles activités (produits laitiers et animaliers) où la demande est plus soutenue que pour les céréales. La globalisation du marché du blé a en outre favorisé l’allocation de main-d’œuvre vers l’industrie et les services, secteurs dont la productivité est sensiblement plus élevée que celle de l’agriculture, contribuant ainsi à la croissance économique helvétique.

Les migrations humaines, peut-être le phénomène le plus marquant de la première phase de la mondialisation, ont également eu des répercussions sur la croissance économique suisse. L’émigration helvétique a en effet dynamisé l’économie domestique, en particulier entre 1870 et 1890, en contribuant à la forte hausse des salaires réels. L’arrivée de touristes étrangers en Suisse a également eu un impact, le tourisme ayant eu, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, des effets d’entraînement non négligeables sur l’agriculture ou la construction.

Le «miracle helvétique» entre 1870 et 1914 ne constitue cependant pas un plaidoyer pour les politiques de libéralisation et d'intégration économiques prônées par les organisations internationales. La Confédération helvétique a en effet pu tirer profit de son internationalisation car il existait des facteurs intérieurs qui lui ont permis de participer à la mondialisation et d'en tirer avantage. En outre, l'intégration internationale a débouché sur une croissance soutenue car elle s'est accompagnée de mesures de dissociation sélective qui ont permis de limiter les insécurités économiques liées à la mondialisation et de protéger des branches qui n'étaient pas (encore) compétitives sur le marché mondial.

Notes

- 1 Nous tenons à remercier Bouda Etemad, Philipp Müller, Heiner Ritzmann-Blickenstorfer, Béatrice Veyrassat et Patrick Verley pour leurs remarques faites lors de la présentation orale ou par rapport à la version écrite.
- 2 Dans le cadre de cet article, nous utiliserons indistinctement les termes globalisation, internationalisation et mondialisation.
- 3 David, Thomas; Ritzmann-Blickenstorfer, Heiner, «Le Produit Intérieur Brut de la Suisse, 1891–1950. Une nouvelle estimation», *Working Paper*, Université de Lausanne 2002. Nous sommes actuellement en train d'étendre cette série aux années 1865–1890. Les données ont été calculées, mais n'ont pas encore été publiées. Nous y ferons désormais référence de la manière suivante: base de données David et Ritzmann-Blickenstorfer.
- 4 Faute de place, nous n'avons pas pu aborder dans cette contribution l'impact des mouvements de capitaux sur l'économie suisse.
- 5 La notion d'institution est comprise dans un sens large (North, Douglass, *Institutions, institutional change and economic performance*, Cambridge 1990, chapitre 1).
- 6 Irwin, Douglass A., «Did import substitution promote growth in the late nineteenth century?», *Working paper*, Dartmouth College 2001 et tab. 1.
- 7 Kuznets, Simon, *Economic growth of nations: total output and production structure*, Cambridge 1971.
- 8 Pour de plus amples renseignements, voir David et Ritzmann-Blickenstorfer, «Le Produit Intérieur Brut» (cf. note 3). Les remarques ci-dessus s'appliquent également aux estimations du PIB pour les années 1870–1891.
- 9 Ritzmann-Blickenstorfer, Heiner (éd.), *Statistique historique de la Suisse*, Zurich 1996, chapitre Q, p. 866–867.
- 10 Ritzmann-Blickenstorfer, *Statistique* (cf. note 9), chapitre Q, p. 866–867.
- 11 Voir sur ce point Williamson, Jeffrey G., «Real wages and relative factor prices around the Mediterranean, 1500–1940», in: Pamuk, Sevket; Williamson, Jeffrey G. (éd.), *The Mediterranean response to globalization before 1950*, Routledge 2000, p. 48.
- 12 Sur l'évolution du système financier durant la seconde moitié du XIX^e siècle, voir Guex, Sébastien, «Au carrefour de l'économie et de la politique: la genèse des banques cantonales et de leur développement jusqu'à la Première Guerre mondiale», in: Fontaine, Laurence et al. (éd.) *Des personnes aux institutions. Réseaux et culture du crédit du XVI^e au XX^e siècle en Europe*, Louvain 1997, p. 332–347, et Mazbouri, Malik, «L'affirmation internationale de la place financière suisse, 1900–1930», papier présenté au colloque «Switzerland as a financial center in international perspective (1910–1965)», Lausanne, 1^{er} et 2 octobre 1999.
- 13 Karlen, Stefan et al., *Schweizerische Versicherungsgesellschaften im Machtbericht des «Dritten Reichs»*, Zurich 2002.

- 14 Levine, R., «Financial development and economic growth: views and agenda», *Journal of Economic Literature* XXXV (1997), p. 668–726.
- 15 Cité in Veyrassat, Béatrice, «La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales et répartition géographique au XIXe siècle. Essai de reconstitution», in: Bairoch, Paul; Körner, Martin (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e siècles)*, Genève 1990, p. 291.
- 16 Bairoch, Paul, «Les principales composantes économiques de la mondialisation dans une perspective historique. Mythes et réalités», *Economie appliquée* LV (2002), p. 39–76.
- 17 Bairoch, Paul, «La Suisse dans le contexte international aux XIXe et XXe siècles», in: Bairoch/Körner (cf. note 16), p. 105.
- 18 Bairoch, «La Suisse» (cf. note 17), p. 105–108.
- 19 David, Thomas; Schnebli, Tobias, «Commerce extérieur et restructuration industrielle en Suisse durant la première moitié du XXe siècle», in: Favez, Jean-Claude et al. (éd.), *La Suisse et les relations internationales*, Lausanne 1998, p. 71–96.
- 20 Schröter, Harm G., *Aufstieg der Kleinen. Multinationale Unternehmen aus fünf kleinen Staaten vor 1914*, Berlin 1993.
- 21 Bairoch, Paul, «Le volume des exportations de la Suisse de 1851 à 1975», *Revue suisse d'histoire* 28 (1978), p. 39.
- 22 Mazbouri (cf. note 12) et Perrenoud, Marc et al., *La place financière et les banques suisses à l'époque du national-socialisme. Les relations des grandes banques avec l'Allemagne (1931–1946)*, Zurich 2002, p. 44–45.
- 23 O'Rourke, Kevin H. et Williamson, Jeffrey H., *Globalization and history. The evolution of a nineteenth-century Atlantic economy*, Cambridge 1999.
- 24 Il convient toutefois de relever qu'un degré d'extraversion comparable des économies durant les deux périodes ne doit pas masquer les transformations structurelles de l'une à l'autre. Au cours des trois dernières décennies, la production marchande (et non marchande) de services a crû plus rapidement que celle des biens. En revanche, leur exportation est encore handicapée par une série d'obstacles. Pour cette raison, la part des produits de l'industrie, du secteur minier et de l'agriculture, destinée aux marchés extérieurs, a crû considérablement, sans que cela ne modifie dans une même mesure le degré d'extraversion de la plupart des pays. En 1900, par exemple, 40% du PNB des Etats-Unis reposait sur de tels secteurs, contre 20% seulement en 1997 (Bordo, Michael D. et al., «Is globalization today really different than globalization a hundred years ago?», *NBER working paper* 7195, National Bureau of Economic Research, Cambridge (Mass.) 1999).
- 25 Article de Thomas Schlup sur les mouvements de capitaux, à paraître dans le *Dictionnaire historique de la Suisse*. David et Ritzmann-Blickenstorfer, «Le Produit Intérieur Brut» (cf. note 3).
- 26 Schoenenberger, Alain; Zarín-Nejadan, Milan, *L'économie suisse*, Paris 2001, p. 107.
- 27 Pour plus de détails sur ce «non-débat», voir Veyrassat, Béatrice, *Industries d'exportation et croissance économique en Suisse au XIXe siècle. Le cas de l'horlogerie*, Université de Genève 1996, manuscrit.
- 28 Siegenthaler, Hansjörg, «Die Schweiz, 1850–1914», in: Fischer, W. (éd.), *Handbuch der europäischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Stuttgart 1987, p. 467. Patrick Verley soutient également cette thèse lorsqu'il écrit: «Dans la première moitié du XIXe siècle, des divergences s'affirment. [...] De petits pays enfin, comme la Belgique ou la Suisse, qui sont très précocement parmi les premiers pays dans la hiérarchie des niveaux de développement industriel, ne peuvent pas compter sur leur marché intérieur trop restreint. Ils pourraient définir un dernier modèle d'industrialisation fondé sur l'occupation de créneaux précis sur les marchés étrangers et sur une adaptation rapide, bien que parfois difficile, aux changements des marchés mondiaux.» Verley, Patrick, *L'échelle du monde*, Paris 1997, p. 284–285.
- 29 Bernegger, Michael, «Die Schweiz und die Weltwirtschaft: Etappen der Integration im 19. und 20. Jahrhundert», in: Bairoch/Körner (cf. note 16), p. 429–464.
- 30 Weyeneth, John, *L'évolution des importations de céréales en Suisse, 1850–1914*, mémoire de

- licence, Université de Genève 1987, p. 14. Voir également Ritzmann-Blickenstorfer, *Statistique* (cf. note 9), chapitre L, p. 721.
- 31 Weyeneth (cf. note 30), p. 25.
- 32 Bairoch, Paul, *L'agriculture des pays développés de 1800 à nos jours. Production – productivité – rendements*, Paris 1999, p. 14.
- 33 Weyeneth (cf. note 30), p. 103.
- 34 O'Rourke, K. H. (1997), «The European grain invasion, 1870–1913», *Journal of Economic History* 57 (1997), p. 775–801.
- 35 Weyeneth (cf. note 30), p. 181–182.
- 36 Humair, Cedric, *Développement économique et Etat central (1815–1914): un siècle de politique douanière suisse au service des élites*, Lausanne 2000, thèse d'histoire (manuscrit).
- 37 Siegenthaler (cf. note 28), p. 461–463.
- 38 Bairoch, *L'agriculture* (cf. note 32), p. 14.
- 39 Kugler, Peter; Müller, Urs, *Möglichkeiten und Grenzen von Nachfrage- vs. angebotsorientierten wirtschaftspolitischen Strategien*, Einsiedeln 1996.
- 40 Leboutte, René, «Mondialisation et migrations internationales. Le retournement historique des migrations internationales en Europe entre 1900 et l'an 2000», *Economie appliquée* LV (2002), p. 91–121.
- 41 O'Rourke/Williamson (cf. note 23), p. 145.
- 42 Il convient de souligner que l'émigration n'est pas le seul facteur explicatif de la croissance des salaires réels. D'autres facteurs comme l'industrialisation, le commerce, l'éducation et la formation du capital ont également joué un rôle important.
- 43 Bernegger (cf. note 29), p. 442.
- 44 Ritzmann, Heiner, «Bestimmungsgründe der schweizerischen Überseeauswanderung im 19. und frühen 20. Jahrhundert», in: Bairoch/Körner (cf. note 16), p. 237–266.
- 45 Müller, André; Marti, Michael, «La mondialisation et les causes de la redistribution en Suisse», *La Vie économique* 9 (2002), p. 10.
- 46 Frey, T.; Vogel L., *Und wenn wir auch die Eisenbahn mit Kälte begrüßen ... Verkehrsintensivierung in der Schweiz 1870–1910: Ihre Auswirkungen auf Demographie, Wirtschaft und Raumstruktur*, Zurich 1997, chapitre 11.
- 47 Püntener, Peter, «Der Beitrag des Fremdenverkehrs zur Entwicklung der Schweizer Wirtschaft», in: Ernst A. et al. (Hg.), *Kontinuität und Krise. Sozialer Wandel als Lernprozess*, Zurich 1994, p. 51–60.
- 48 Püntener (cf. note 47), p. 56.
- 49 Engerman, Stanley L., «Mercantilism and overseas trade, 1700–1800», in: Floud, Roderick; McCloskey, Donald (ed.), *The economic history of Britain since 1700*, Cambridge 1994, vol. 1, p. 185.
- 50 Asselain, Jean-Charles, «Faut-il défendre la croissance ouverte?», in: Bairoch, Paul, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris 1994, p. 242–260.
- 51 Guex (cf. note 12).
- 52 Tissot, Laurent, *Naissance d'une industrie touristique. Les Anglais et la Suisse au XIXe siècle*, Lausanne 2000.
- 53 Rodriguez, Francisco; Rodrik, Dani, «Trade policy and economic growth: a skeptic's guide to the cross-national evidence», in: Bernanke, B. S.; Rogoff, K. (ed.), *NBER macroeconomics annual 2000*, Cambridge 2001, p. 63.
- 54 Sur cette notion, voir David, Thomas et al. «The Questioning of Selective Protectionism in Switzerland during the 1990s: Cartel Law Reform and Corporate Governance Changes», in: Müller, Margrit; Myllyntaus, Timo (ed.), *Pathbreakers: Small European Countries Responding to Globalisation and De-globalisation* (à paraître).
- 55 Menzel, Ulrich, *Auswege aus der Abhängigkeit. Die entwicklungspolitische Aktualität Europas*, Francfort 1988.

- 56 Katzenstein, Peter, *Small States in World Markets. Industrial Policy in Europe*, Ithaca, London 1985.
- 57 Certains auteurs ont déjà souligné l'introduction de mesures de protectionnisme sélectif en Suisse durant le dernier quart du XIXe siècle, sans toutefois faire le lien explicite avec la croissance économique (voir Bernegger [cf. note 29]). MachAndré, *La Suisse entre internationalisation et changements politiques internes: législation sur les cartels et relations industrielles dans les années 1990*, Bâle, à paraître).
- 58 Il existe d'autres politiques de protection par rapport à la mondialisation. Nous pensons en particulier à la mise en place d'une protection sociale. Voir sur ce point Huberman, M.; Lewchuk, M., «European economic integration and the labour compact, 1850–1913», *European Review of Economic History*, à paraître. Batou, Jean; David, Thomas, «Les deux mondialisations du XXe siècle: de 1900 à l'an 2000», *Economie appliquée LV* (2002), p. 7–38.
- 59 Sur la politique douanière de la Suisse au XIXe siècle, voir Humair (cf. note 36).
- 60 Estevadeordal, A., «Measuring protection in the early twentieth century», *European Review of Economic History* (1997), tab. 7, 8 et 9.
- 61 Humair (cf. note 36), p. 55.
- 62 Bairoch, Paul, «European trade policy, 1815–1914», in: Mathias, Peter; Pollard, Sidney (ed.), *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. VIII, Cambridge 1989, p. 69.
- 63 O'Rourke, Kevin H., «Tariffs and growth in the late 19th century», *The Economic Journal* 110 (2000), p. 456–483. Pour une critique de la thèse de O'Rourke, voir Irwin (cf. note 6).
- 64 O'Rourke (cf. note 63), p. 474 et s.
- 65 World Bank, *Globalization, growth and poverty: building an inclusive world economy*, Oxford 2002, p. 1.
- 66 Voir Kozul-Wright, Richard; Rowthorn, Robert, «Globalization and the myth of economic convergence», *Economie appliquée LV* (2002), p. 141–178, et Rodriguez/Rodrik (cf. note 53), pour un bon aperçu des débats.
- 67 Stiglitz, Joseph E., *La grande désillusion*, Paris 2002, p. 29–31. Il convient de relever que Stiglitz ne dénonce pas tant la mondialisation en tant que telle que son instrumentalisation par les pays riches aux dépens des pays en voie de développement.
- 68 Bien entendu, il conviendrait également d'inclure les mouvements de capitaux.

